triote éprouva un plaisir d'autant plus vif à me voir qu'il craignait que je n'eusse été arrêté. « Guadet et Louvet, me dit-il, sont partis hier pour Caen, je les ai serrés dans mes bras. » A cette nouvelle les larmes me vinrent aux yeux, moi qui tremblais pour moi, moi qui ne savais où ils avaient porté leurs pas. Dieux de mon pays, m'écriai-je, grâces vous soient rendues! et de nous embrasser et de nous réjouir. Un seul de ces moments console de tous les malheurs.

Nous causâmes de nos amis, car les miens étaient les siens. « Ils sont tous à Caen, me dit-il. — Eh bien, lui dis-je, j'irai les rejoindre demain. — J'irai avec vous, me répondit-il, depuis longtemps je diffère ce voyage. » Nous ne nous quittâmes plus de la journée, et je couchai chez lui.

Ce jour-là même arrivaient à Évreux les citoyens fédérés de Caen. Presque toute la ville fut au-devant d'eux; on les accueillit fraternellement, et leur présence réchauffa l'esprit public, qui commençait à s'attiédir.

Plusieurs administrateurs s'étaient effrayés, rétractés, et avaient demandé humblement pardon à la Convention. Il est remarquable que la ville d'Évreux seule était dans de bonnes dispositions, les autres villes du département étaient mauvaises, et les campagnes ne prenaient aucune part au mouvement.

Je croyais trouver au moins cinq à six mille hommes sur pied, il n'y en avait pas huit cents, et on craignait même d'en voir arriver un trop grand nombre, à cause de la disette des subsistances.

Je me rendis à Caen le lendemain avec le citoyen ***. Je ne crois pas qu'il soit possible de voir un pays plus riche, mieux cultivé que celui que nous traversâmes. Je

restai en extase devant la superbe vallée d'Auge[1], elle était couverte de milliers d'animaux, et on nous dit qu'elle était déserte en comparaison des années précédentes.

La poste nous servit assez mal jusqu'à Lisieux, et je n'en fus pas étonné; les moindres postes sont doubles, triples, et j'en remarquai une où les mêmes chevaux firent sept lieues.

Nous arrivâmes à Caen la nuit. J'eus le plaisir d'embrasser nos amis; il fallut raconter deux ou trois fois les circonstances de ma fuite et de mon voyage; à mon tour, je m'informai de l'état des affaires. Mais nous avions trop de choses à nous dire, nous ajournâmes la conférence.

Quelques jours avant mon arrivée, l'administration avait destiné le ci-devant hôtel de l'intendance pour loger les députés. Cette habitation était commode, et elle offrait le grand avantage de nous réunir tous.

Jusqu'à ce moment l'isolement des députés, les distractions, le défaut d'un règlement intérieur qui fixât des jours et des heures de conférence, avaient empêché qu'on s'occupât assez sérieusement de la situation actuelle. On avait négligé aussi la publication des bons écrits. Girey-Dupré, qui s'était réuni aux députés et partageait leur sort, insérait de temps en temps des articles excellents dans les feuilles du département, et il faisait des bulletins dont plusieurs méritaient d'être conservés.

Ce qui s'opposait puissamment à la distribution d'ouvrages utiles, c'était le manque de fonds; car je dois dire à l'honneur des députés que les plus riches d'entre eux étaient pauvres.

[1] La vallée d'Auge s'étend des deux côtés de la Touque, au-dessous de Lisieux.

était la frayeur de l'aristocratie, et j'étais réellement curieux de voir cette société. Nous y étions attendus. J'espérais la trouver dans toute sa splendeur. Je ne vis qu'une quarantaine d'individus rassemblés dans une petite salle, assis sur des bancs et dont aucun ne parla. J'ai eu occasion depuis de voir le chef de cette société, qu'on appelait à Caen le père du peuple. C'était un grand homme, bavard, barbouilleur, qui ne savait pas deux mots de français, jurant à chaque phrase, et un ivrogne.

Il était difficile que j'entrasse dans le lieu des séances de cette société sans dire quelques mots. On aurait pu attribuer mon silence à je ne sais quel sentiment de dédain très-éloigné de mon caractère. On applaudit le petit discours que je prononçai; mais il fut ensuite défiguré, interprété de la manière la plus perfide.

J'avais avancé, ce dont j'ai été toujours fortement convaincu, que les scélérats qui affectaient un patriotisme si exagéré étaient des royalistes déguisés, les agents des tyrans; et j'apportai une preuve, un exemple plus frappant encore pour moi, que pour ceux qui ne connaissaient pas aussi bien Paris.

« Observez, disais-je, que dans tous les mouvements populaires qui ont eu lieu à Paris depuis quelque temps, le peuple ne s'est jamais porté au Temple. Autrefois, à la moindre émeute, il s'y rassemblait. Pourquoi? Parce que les ennemis savaient le diriger vers cet endroit. Le peuple n'y va pas aujourd'hui parce que ses guides ne le veulent pas; parce qu'ils ont intérêt qu'on ne commette pas un crime, parce que leur plus chère espérance est dans le jeune enfant de Louis. »

tendirent s'en faire un titre de gloire. Nous donnons dans l'introduction placée en tête de ce volume quelques renseignements sur les carabots.

Eh bien! on me fit dire que j'avais manifesté le désir que le peuple se portât au Temple et immolât les prisonniers à sa vengeance.

J'avais avancé que ces prétendus patriotes prenaient à tâche de rendre la liberté horrible, d'en dégoûter le peuple, et de rendre enfin, par leurs excès et leurs atrocités, l'ancien régime regrettable.

Eh bien! on me fit dire que j'avais fait l'éloge de l'ancien régime. Ces propos se répétèrent de bouche en bouche et se surchargèrent, en croissant, des ornements que chaque conteur voulut bien y mettre.

Je me promis bien de paraître rarement dans les sociétés populaires, de profiter de cette leçon pour y parler plus rarement encore. Mon opinion était d'ailleurs que nous devions nous montrer le moins possible en public.

Ce qui me frappa beaucoup, c'est que ces sociétés étaient toujours désertes, qu'il y avait vingt femmes contre un homme, que les femmes montraient beaucoup plus d'énergie et de patriotisme que les hommes. Ce qui ne me frappa pas moins, c'est que je n'aperçus aucun des jeunes gens de la ville dans ces sociétés. Elles étaient composées d'artisans, d'hommes qui par leur mise annonçaient la pauvreté.

J'appris depuis que tous ces petits messieurs étaient très-aristocrates. Nous ne reçûmes pas non plus de visites d'aucune de ces personnes qu'on appelait jadis *comme il faut*.

Il était facile de voir que l'esprit public de la masse des citoyens était mauvais. Caen penchait évidemment pour le royalisme.

Cette idée nous donne la clef d'une énigme que nous nous étudiions à deviner. Ceux de nos collègues qui étaient les premiers arrivés avaient été très-bien accueillis dans plusieurs maisons riches, dans la bonne bourgeoisie. Les aristocrates mêmes paraissaient les voir avec plaisir. On était persuadé que les proscrits étaient des royalistes, dédaignant cette classe du peuple connue sous le nom grossier et bas de *sans-culottes*. Comme ces calomnies et ces sottises étaient répétées chaque jour dans les papiers publics, comme la Montagne affichait la popularité, il n'était pas surprenant qu'au loin hors le lieu de la scène, on eût porté ces faux jugements. Mais quand tous ces gens *comme il faut* virent que les proscrits détestaient la royauté, qu'ils voulaient sincèrement la république, ils s'éloignèrent d'eux et leur tournèrent le dos; ils détestaient bien cordialement la Montagne, mais ils n'aimaient pas non plus les républicains.

Je dois dire avec vérité que la haine contre la Montagne était un sentiment général. Dans tous les endroits où j'ai passé elle était méprisée, les Maratistes étaient en horreur. On convenait qu'ils étaient partout en petit nombre, et néanmoins partout ils en imposaient par leurs fureurs et faisaient la loi. C'est un fait qui ne peut pas être contesté : c'est que cette minorité factieuse a constamment opprimé la majorité, et lui a dicté sa volonté, parce que de tout temps, la plus petite minorité, quelque peu entreprenante qu'elle soit, a fait et fera toujours la loi à une forte majorité peureuse et apathique.

Une autre vérité incontestable, c'est que partout les Maratistes étaient, ou des gens jadis aristocrates, ou des hommes perdus d'honneur et de réputation.

Heureusement les égoïstes et les aristocrates comptaient pour peu de chose dans le grand mouvement qui se préparait en faveur de la liberté. Nous attendions l'arrivée des forces départementales. On nous fit espérer d'abord que les départements de la Normandie qui ne s'étaient pas encore prononcés allaient le faire. Celui de la Seine-Inférieure était le plus important; son adhésion aurait déterminé celle des départements qui balançaient pour se déclarer. Rouen pouvait fournir un contingent considérable. Les gardes nationales étaient bien armées, bien exercées. Rouen tint une conduite équivoque, et on se trouva heureux d'obtenir sa neutralité.

Il était très-intéressant aussi de réunir le département de la Manche. Ce département avait de grandes ressources. Il pouvait surtout devenir très-redoutable, s'il se tournait contre la bonne cause. Il renfermait à peu près six mille hommes de troupes de ligne; leur commandant, Tilly, était vendu à la Montagne, et Wimphen[1] paraissait redouter son audace. Ce département fut sur le point d'accéder à l'union; il fut si bien travaillé qu'on le détourna insensiblement de ce projet.

L'Orne, qui s'était bien montré d'abord, se rétracta par la suite.

Ainsi, des cinq départements établis dans la ci-devant province de Normandie, deux seuls entrèrent dans l'union, l'Eure et le Calvados; encore on peut réduire ces deux départements à deux villes : Évreux et Caen, car les autres endroits de ces départements ne fournirent pas d'hommes, à l'exception de Vire.

L'Eure et le Calvados ne mirent pas sur pied plus de huit cents hommes. La Bretagne leva plus de troupes et déploya plus d'énergie.

[1] Nous suivons l'orthographe du manuscrit. Elle est en plusieurs points défectueuse. C'est *Wimpffen* qu'il faudrait lire ici.

L'Ille-et-Vilaine envoya cinq cents hommes, le Finistère près de six cents, dont cinquante de cavalerie.

Le Morbihan deux cents.

Mayenne à peu près autant.

Il faut joindre à cette faible troupe, qu'on ne peut pas appeler une armée, trois à quatre cents hommes de dragons de la Manche.

Les Côtes-du-Nord firent passer, mais trop tard, une centaine d'hommes qui furent arrêtés dans leur marche à Dôle.

On avait sollicité les Bretons de se détourner de leur route ordinaire pour passer par Caen, qui était le lieu de rendez-vous général; ils s'y déterminèrent en allongeant beaucoup leur chemin. Ils étaient persuadés qu'ils allaient trouver vingt mille hommes sous les armes; ils furent excessivement mécontents lorsqu'ils virent que la Normandie fournissait à peine deux bataillons; ils se plaignirent amèrement de ce qu'on les avait trompés et témoignèrent leur mécontentement.

On fit diverses tentatives pour exciter le zèle des habitants de Caen; elles furent inutiles. Il y eut une circonstance entre autres où leur mauvaise disposition fut extrêmement choquante. On fit mettre la garde nationale sous les armes, en présence du bataillon du Finistère qu'on passait en revue. Là, Wimphen exhorta tous les membres de la garde nationale qui voulaient marcher à venir s'inscrire sur un registre; il n'y eut pas plus de vingt signatures.

Les Finistériens furent si indignés, qu'ils parlaient de retourner chez eux. On eut beaucoup de peine à les apaiser et à empêcher qu'il n'y eût des querelles particulières entre les Bretons et les Canais.

Telle était l'armée dont on faisait tant de bruit au

loin, qu'on annonçait être de soixante mille hommes, qui faisait trembler tout Paris. Il est vrai qu'on voyait à sa tête un général expérimenté qui s'était couvert de gloire dans la défense de Thionville; il est vrai que ce général avait annoncé qu'il se rendrait à Paris à la tête de quarante mille hommes; il est vrai qu'il avait un état-major monté comme pour une grande armée.

On avait calculé d'après le premier mouvement d'effervescence, et on ne l'avait pas saisi; on avait cru très-facilement que l'enthousiasme qui s'était emparé de tous les cœurs se soutiendrait. On avait négligé alors d'enrôler sous les drapeaux les hommes de bonne volonté qui se présentaient en foule, et on s'aperçut, mais trop tard, qu'on avait laissé échapper l'occasion.

En faisant les plus grands efforts, en usant de toutes les ressources, il était impossible de se procurer plus de quatre à cinq mille hommes.

Ces forces peuvent paraître bien faibles; elles étaient cependant plus que suffisantes pour parvenir au but qu'on se proposait. Avec ces forces, en s'avançant jusque auprès de Paris, on eût frappé les scélérats de terreur, et les bons citoyens en plus grand nombre, mais faibles, mais lâches, qui n'attendaient qu'un point d'appui pour se relever, se seraient joints avec transport à ce noyau d'armée, et la contre-anarchie était faite dans Paris.

Il n'était pas même nécessaire d'attendre le Midi pour opérer cette heureuse révolution, elle se faisait indubitablement.

Ce qui a beaucoup nui au succès de cette entreprise, c'est qu'on se faisait une très-fausse idée des moyens d'exécution nécessaires. On croyait toujours qu'il s'agissait de faire un siége en règle, de combattre tout Paris;

Lorsque cet obstacle fut levé, lorsque la commission centrale destina des fonds à l'impression des écrits, il en parut en assez grand nombre, et si ces écrits eussent pu circuler librement, s'ils eussent été repandus avec profusion dans toute la France, ils auraient contribué à éclairer et à fortifier l'esprit public.

C'est à Caen que furent imprimés l'*Examen critique de la constitution*, des *Observations sur la constitution*, et une lettre en réponse au rapport que fit Saint-Just sur les proscrits, lettre qui peut être mise en parallèle avec les meilleures des *Lettres provinciales*, et pour la finesse des plaisanteries, et pour la force du raisonnement, et pour ce bon goût qui règne depuis la première ligne jusqu'à la dernière.

C'est à Caen aussi que furent imprimés une foule de lettres d'adresses vraiment précieuses sur les affaires du temps. Ces écrits, émanés alors de la commission centrale, sont remarquables par leur énergie [1], leur élévation et les beaux développements donnés à l'insurrection départementale.

Nous sentîmes la nécessité de nous réunir tous les jours et à heure fixe pour lire les papiers publics, faire part à la société des lettres particulières que chacun recevait, et enfin discuter sur le parti qu'il serait convenable de prendre en égard des circonstances.

[1] Nous publions à la suite de ces Mémoires de Pétion, à titre de documents, des bulletins des autorités constituées séantes à Caen, et qui permettent de juger les efforts qui ont été faits pour donner de la concentration et de la confiance à l'insurrection départementale. L'événement n'a guère justifié l'ardeur et l'enthousiasme qui y sont exprimés : mais il y a un intérêt d'instruction à les rapprocher des renseignements que nous donne Pétion, dont l'esprit froid, éclairé par l'expérience, avait bien jugé la situation. On trouvera d'ailleurs dans ces bulletins des dates précises utiles à l'éclaircissement des Mémoires. (Voyez la *note* D.)

Afin de mettre de l'ordre dans les discussions, d'empêcher les interruptions et le bavardage, on nomma un président et deux secrétaires. Je fus choisi pour président, Barbaroux et Lesage [1] furent nommés secrétaires.

Les séances ne furent pas très-régulièrement tenues, et plusieurs membres n'y assistèrent pas avec exactitude.

Nous convînmes de ne chercher en aucune manière à influencer les autorités constituées, de ne donner notre avis qu'individuellement et quand on nous le demanderait.

Nous convînmes de faire une démarche de bienséance auprès de ces autorités ; nous fûmes au département et à la municipalité, où nous reçûmes un très-bon accueil. Guadet et moi prononçâmes quelques phrases qui furent applaudies des spectateurs.

Plusieurs de nous furent aux sociétés populaires.....; on les accueillit avec transport. Chacun de ceux qui s'y présenta reçut d'une jeune fille une branche de laurier, ornée d'un ruban aux trois couleurs. Je reçus la mienne, et j'eus lieu de me louer des marques d'amitié et d'estime qu'on me prodigua.

J'avais beaucoup entendu parler de la société des carabauds [2] ; elle passait pour dominer la ville. Elle

[1] Lesage (Denis-Toussaint), député d'Eure-et-Loir à la Convention. Il avait, le 10 mars 1793, présenté un projet de décret concernant l'organisation d'un tribunal révolutionnaire ; il fut mis hors la loi le 28 juillet, par suite de son dévouement à la Gironde, parvint à se cacher jusqu'au 9 thermidor, et rentra à la Convention après la chute de Robespierre.

[2] Ou carabots. Épithète burlesque qui paraît avoir été dans le principe une altération du mot caporaux, et qui fut appliquée au commencement de la révolution par les nobles aux officiers de la garde nationale de Caen. Ceux-ci, au lieu de s'en offenser, pré-